

Titre de l'article:

Le risque dans l'entrepreneuriat : une approche de délimitation du risque fiscal dans les entreprises évoluant dans le contexte marocain.

Auteur :

Mr Mohamed BENHRIMIDA (Enseignant chercheur à l'Université Hassan II, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Mohammedia, membre du Laboratoire Performances Economiques et Logistiques PEL)

Résumé de l'article :

Le but de notre papier est de présenter une dimension particulière et un domaine spécifique de perception et d'appréhension du risque en l'occurrence le domaine fiscal. Le risque fiscal étant lié essentiellement, au triple pouvoir de contrôle, de redressement et de sanction dont dispose l'administration, nous allons montrer tout au long des développements de ce travail la nature du risque inhérent à ce triple pouvoir. Il s'agit en quelques sortes d'une approche intégrationniste du risque fiscal dans le monde de l'entrepreneuriat visant à mettre l'accent particulièrement sur la notion même de risque fiscal, ses constituants, ses manifestations, ses origines et son impact en vue de montrer l'utilité voire la nécessité de la gestion de ce risque au sein de l'entreprise. Le but ultime étant de susciter la réflexion sur les mesures à prendre par les entreprises évoluant dans le contexte marocain pour une meilleure gestion du risque fiscal.

Mots clefs : Entrepreneuriat, risque fiscal, sanctions, contrôle

L'entrepreneuriat est un phénomène multidimensionnel, tout comme le risque et plus spécifiquement la perception du risque. La littérature en la matière regorge d'articles et de contributions ayant été consacrés à la place du risque dans le domaine entrepreneurial. Par ailleurs, les recherches sur la psychologie de la prise de décision semblent de plus en plus montrer que la prise de risque et la perception du risque sont des notions vraiment multidimensionnelles, dépendantes des contextes et spécifiques à des domaines d'application (Hanoch *et al.*, 2006; Hogarth, 1987; Slovic *et al.*, 1982; Weber *et al.*, 2002). Par exemple, Weber *et al.* (2002) ont développé une échelle de mesure de la prise de risque et l'ont appliquée à cinq domaines distincts : finance, santé, éthique, loisirs et social. Les auteurs ont trouvé que les perceptions et les comportements des répondants variaient significativement d'un domaine à un autre, la prise de risque étant fortement affectée par les bénéfices attendus et les risques perçus associés avec chacune des activités risquées dans chacun des différents domaines.

Le but de notre papier est de présenter une dimension particulière et un domaine spécifique de perception et d'appréhension du risque en l'occurrence le domaine fiscal. Ainsi, nous nous proposons de présenter dans ce travail une approche intégrationniste du risque fiscal dans le monde de l'entrepreneuriat en mettant l'accent particulièrement sur la notion même de risque fiscal, ses constituants, ses manifestations, ses origines et son impact. Le but étant de préparer la réflexion sur les mesures à prendre par les entreprises évoluant dans le contexte marocain pour une meilleure gestion du risque fiscal.

Nous tenterons ainsi d'apporter quelques éléments de réponses aux questions suivantes :

- Quels sont les constituants, les manifestations et l'impact du risque ?
- Quels sont les facteurs du risque et ses principaux types ?
- Qu'en est-il du risque fiscal ?
- Quelles sont ses zones et sa classification ?

Ainsi la première section de ce papier portera sur des généralités sur le risque d'une manière générale en mettant l'accent sur la notion même du risque, ses constituants, ses manifestations et son impact avant de consacrer la deuxième section au risque fiscal proprement dit, et en particulier, sa nature, ses zones d'apparition et sa classification.

I : GENERALITES SUR LE RISQUE :

I-1 : Notion de risque :

Avant même d'évoquer le problème de la gestion du risque, encore faut-il s'entendre sur la notion de risque. Vaste sujet puisqu'il existe autant de définitions que d'intervenants (B Adrien 1994) :

➤ Pour l'entreprise, il s'agit des événements susceptibles de perturber la réalisation des objectifs et qui pourraient mettre en cause sa pérennité ou son indépendance. Pour Schumpeter¹, le rôle de l'entrepreneur, qui est le moteur du développement économique, est d'innover et de prendre des risques.

➤ Pour le monde de l'assurance, c'est l'objet du contrat d'assurance, l'événement aléatoire générateur d'un dommage.

➤ Le Robert le définit ainsi : « Danger éventuel plus ou moins prévisible – Inconvénient – Eventualité d'un événement préjudiciable – le fait de s'exposer à un danger (dans l'espoir d'obtenir un avantage). »

Au-delà du problème de définition, le risque peut être appréhendé à travers sa probabilité et sa gravité, sa manifestation, son incidence et ses causes. Ce sont les constituants du risque.

I-2 : Les constituants du risque :

Les constituants du risque sont au nombre de quatre :

- la probabilité et la gravité du risque
- la manifestation du risque (incident)
- l'impact du risque (incidence)
- les facteurs du risque (causes)

I-2-1- La probabilité et la gravité du risque :

Un risque quelle que soit sa nature se décompose de deux variables (B ADRIEN op cit p : 17) :

- la fréquence d'apparition de cet événement.
- la gravité des impacts qu'il entraîne.

I-2-1-1 la fréquence :

Concernant la première variable, la probabilité d'apparition (ou de survenance) d'un événement correspond aux chances raisonnables qu'il a de se réaliser. La probabilité correspond à la vraisemblance mathématique d'un événement. La fréquence est tirée de l'expérience et correspond au nombre d'observations d'un événement dans un laps de temps donné.

¹ Schumpeter économiste autrichien, explique la croissance économique par les « innovations » et insiste sur le rôle décisif de l'entrepreneur.

I-2-1-2 la gravité :

Un événement met en péril des enjeux : des personnes, des biens, des activités, le milieu naturel...La gravité de son impact dépend des enjeux qui sont touchés. La gravité d'un événement est scindée habituellement en quatre classes² :

- Négligeable : sans effet sensible, il n'y a pas de perte de performance du système, pas de dommage important.
- Mineure ou significative : dégradation sensible des performances du système.
- Majeure ou critique : objectifs de l'organisation non atteints.
- Catastrophique : grave destruction du système et atteinte à la pérennité de l'organisation.

I-2-2- La manifestation du risque :

Elle peut s'exprimer par un événement, un incident ou une anomalie concrète et souvent chiffrable.

Exemples:

- une facture client impayée
- une amende payée
- la perte d'un client important.etc....

I-2-3- L'impact du risque :

L'impact du risque est inhérent au préjudice subi par l'entreprise. Celui ci peut être matériel ou immatériel.

- Un préjudice matériel est un préjudice financier subi par l'entreprise tel qu'un coût financier supplémentaire (agios, intérêts de retard....) ou une perte réelle d'une créance client....
- Un préjudice immatériel est celui qui porte atteinte à l'image de marque, à la notoriété de l'entreprise. Ce préjudice immatériel se traduit généralement par un préjudice financier latent.

I-2-4- Les facteurs du risque :

Généralement les facteurs du risque peuvent être liés :

- soit à l'organisation interne de l'entreprise telle que la faiblesse des procédures internes ou la défaillance ou l'absence d'un système de contrôle interne.

² idem p : 20

- Soit à l'environnement externe de l'entreprise. IL s'agit par exemple de la complexité de la législation régissant les opérations de l'entreprise.

La tâche primordiale du conseiller ou de l'auditeur de l'entreprise est de relever les dysfonctionnements et les faiblesses organisationnelles afin qu'elles soient corrigées par la direction générale.

I-3 Classification des risques :

Les risques peuvent être classés selon plusieurs critères :

- Une première classification sans référence à un critère particulier nous permet de distinguer :
 - Les risques commerciaux et du marché
 - Les risques sociaux
 - Les risques liés aux conflits d'intérêt
 - Les risques d'insécurité du patrimoine
 - Les risques liés à la qualité de l'information saisie
 - Les risques liés au manque d'informations
 - Les risques de discontinuité d'exploitation
 - Les risques d'assurances
 - Les risques de manque de qualité
 - Les risques fiscaux
 - Les risques financiers.

Mais pour rendre la classification plus pointue, on peut se référer à plusieurs critères : les niveaux d'occurrence, l'origine, le fonctionnement du système.....

I-3-1 Classification selon les niveaux d'occurrence :

Ce critère permet de distinguer :

- d'une part les risques potentiels qui sont théoriques et à haut niveau d'occurrence. Ils sont dus à l'insuffisance ou l'absence du système de contrôle et peuvent se réaliser à tout moment.
- D'autre part les risques réels : ce sont les risques effectivement constatés.

I-3-2 Classification selon l'origine :

Quatre types d'origines peuvent être distingués :

- l'environnement interne de l'entité
- l'environnement externe de l'entité
- la gestion de l'entité

- la nature des opérations.

I-3-3 Classification selon le fonctionnement du système

Plusieurs facteurs peuvent accroître les risques de dysfonctionnement et par conséquent le classement de ces risques peut se faire suivant ces facteurs à savoir :

- la complexité du système
- la qualité du personnel chargé de l'exécution et du contrôle
- les procédures non écrites (risque de déformation)
- l'entorse au principe de séparation des fonctions incompatibles
- l'insuffisance du niveau hiérarchique autorisant une opération.

Mais la classification la plus fréquente des risques de l'entreprise est celle qui consiste à distinguer **les risques normaux et les risques anormaux (J Boisselier 1979)**. Les premiers sont ceux qui résultent d'un danger auquel on sera volontairement exposé, en l'attente d'un avantage. Ils sont dits aussi : risques spéculatifs ou risques d'entreprendre (B ADRIEN op cit p : 27) puisqu'ils seraient liés à l'activité propre de l'entreprise et affecteraient directement ses objectifs : recherche et développement dans un secteur en récession, gestion de personnel inadapté, publicité mal ciblée, exportation dans un pays au marché instable, nouvelles contraintes des pouvoirs publics (réglementation fiscale, douanière)....

Les seconds (anormaux) sont ceux qui résultent d'un danger auquel on sera involontairement exposé. Ce sont des risques accidentels qui seraient subis par l'entreprise : incendie, explosion, pollution, mise sur le marché d'un produit dangereux, virus dans un système informatique, accident de travail, inondation...

Ainsi, les risques spéculatifs peuvent entraîner soit un gain, soit une perte, contrairement aux risques accidentels qui ne conduisent qu'à des pertes lorsqu'ils se réalisent.

NICOLAS JACOB (1983) retient la même classification des risques. Pour lui les risques que prend l'entrepreneur sont de deux ordres : il prend d'abord le risque de ne pas gagner d'argent et d'enregistrer une perte, le risque d'avoir fait un investissement non rentable. Ce sont là des risques spéculatifs. Mais, il prend aussi le risque de voir son investissement détruit par un accident. Ce qui constitue une perte qui n'est pas la contrepartie d'une possibilité de gain. Il s'agit d'un risque accidentel.

L'objectif n'est pas de présenter ici une étude détaillée sur tous les risques de l'entreprise, mais plutôt d'appréhender un risque particulier lié à la fois à l'environnement de l'entreprise et à sa propre organisation interne : c'est le risque fiscal.

II : Délimitation du risque fiscal :

Dans cette section, nous allons tenter d'apporter quelques éléments de réponses aux questions suivantes :

- quelle est la nature du risque fiscal ?
- A quel critère obéit le classement des risques fiscaux ?
- De quelles zones peuvent ils surgir ?

II-1 : Nature des risques fiscaux :

Quelque soit le risque fiscal encouru par l'entité, lorsqu'il se réalise, il se traduit par l'augmentation du coût financier de la fonction fiscale dans l'entreprise.

En effet le risque le plus élémentaire se situe par rapport au respect et à la bonne application de la loi. C'est pourquoi la mesure du risque se fait par référence à la sanction encourue en cas de non respect d'une disposition légale.

Précisons à ce niveau que le régime des sanctions, tel qu'il est conçu par la loi, peut varier suivant l'infraction commise.

C'est ainsi que la sanction peut consister en :

- l'application d'une amende, d'une pénalité ou de majorations et intérêts de retard.
- La perte d'un droit, par exemple si le délai de réclamation n'a pas été respecté, le droit y afférent est perdu.
- Des poursuites pénales.

On peut alors distinguer :

- Les risques fiscaux financiers
- Les risques fiscaux de perte d'un droit
- Les risques fiscaux d'ordre pénal.

A noter que pour certaines infractions le risque peut être mixte consistant en un coût financier et la perte d'un droit, par exemple : le défaut de réponse à une notification de redressement expose l'entreprise à une taxation d'office et la perte de droit lié à la procédure de rectification notamment le recours devant les commissions.

II-2 : Les zones de risque :

Le droit fiscal, à travers les textes de lois réglementant les impôts et taxes en vigueur, a maintes fois souligné les liens interdépendants entre la loi comptable et les règles fiscales.

Le souci de respecter cette réglementation suppose un système d'organisation et d'information adéquat que l'entreprise doit veiller à son instauration.

II-2-1 La réglementation comptable.

La comptabilité est le support qui doit refléter, dans un esprit d'image fidèle, toutes les opérations effectuées par l'entreprise. Elle constitue, en effet, une technique d'élaboration, de contrôle et de diffusion de l'information qui est actuellement l'une des données essentielles dans la préparation de toute décision de planification et de gestion.

Lors des deux dernières décennies, on avait constaté une mondialisation de la comptabilité, grâce à un effort de normalisation des règles comptables à l'échelle nationale et internationale. Aujourd'hui, la conformité aux normes et aux principes édictés par le code général de normalisation comptable est une obligation dont l'inobservation représente un risque fiscal sérieux pouvant se traduire par le rejet de la comptabilité par l'administration qui sera alors seule à pouvoir reconsidérer les bases déclarées par l'entreprise.

II-2-2 La réglementation fiscale

La réglementation fiscale est constituée par l'ensemble des textes de lois relatifs aux différents impôts et taxes en vigueur. Ces textes prévoient un ensemble d'obligations qui doivent être minutieusement respectées par les contribuables.

Le non respect de ces obligations mène l'entreprise à courir des risques énormes dont la réalisation peut s'exprimer par l'augmentation du coût financier de l'impôt, ou par la perte de certains droits ou parfois même par l'application de sanctions pénales.

II-2-3 Les systèmes d'organisation

Il s'agit de l'entreprise dans son ensemble, conçue comme une organisation. L'organigramme doit veiller à ce qu'il y ait une séparation des tâches permettant de minimiser les risques liés au cumul de fonctions incompatibles. La fonction fiscale devrait avoir un personnel qualifié et compétent chargé de la responsabilité de cette fonction et de son suivi.

Autrement, des risques fiscaux peuvent surgir et leur incidence peut peser lourdement sur les finances de l'entreprise.

Or dans de nombreuses entreprises, la fonction fiscale est assurée par un service relevant de la direction comptable ou administrative. Le travail de ce service consiste souvent à établir les déclarations et à honorer « passivement » les obligations fiscales de l'entreprise.

La difficulté de la discipline fiscale et la multiplicité des textes font que la fiscalité est considérée comme une affaire de spécialistes et ignorée pratiquement de la presque totalité des membres de l'entreprise, peu enclins à pénétrer une discipline aussi complexe. L'une des

conséquences de ce manque de « culture fiscale » au sein de l'entreprise est que de nombreuses études financières sont menées dans une quasi-ignorance des règles fiscales. Par exemple, des évaluations de coût sont faites en négligeant l'incidence de la fiscalité sur le volume et l'étalement- dans le temps des entrées et des sorties de trésorerie, ce qui peut avoir des conséquences préjudiciables sur le plan de gestion.

II-2-4 Les systèmes d'information.

Le système d'information peut également générer des risques fiscaux dans la mesure où sa conception ou son fonctionnement sont incohérents avec l'activité et l'organisation de l'entreprise d'une part et la circulation de l'information d'autre part.

Le suivi et le traitement de l'information peuvent être des sources de risques fiscaux s'ils ne permettent pas un fonctionnement correct et pertinent de l'organisation.

Les principales zones de risques étant délimitées, d'autres peuvent être identifiées selon l'activité exercée, selon l'environnement de l'entreprise, et selon le profil de ses dirigeants.

Quels sont alors les risques fiscaux liés à ces zones de risque ?

II-3 : Classification des risques fiscaux :

Nous allons distinguer les risques liés au système d'organisation et d'information d'une part et les risques liés à la réglementation comptable et fiscale d'autre part.

II-3-1 Les risques liés au système d'organisation et d'information :

Dans les PME qui représentent la part la plus importante du tissu productif national, le facteur humain est dominant à travers l'omniprésence de l'entrepreneur propriétaire et dirigeant qui prend les décisions, fixe les objectifs, contrôle et assure personnellement et directement les responsabilités financières, techniques et sociales de l'entreprise. Tous les autres collaborateurs travaillent pour lui sans aucune initiative réelle.

Quelque soit le mode d'organisation, celui ci doit être conçu de manière à répondre aux besoins de l'entreprise et comporter les moyens qui rendent la décision facile à prendre. Un respect des critères de base de la décision doit être observé : elle doit être sécurisante, rentable, générant des plus values et des bénéfices.

En effet, la décision doit être couverte du maximum de marge de sécurité. La probabilité au risque bien qu'elle existe doit tendre vers zéro et la décision vers la certitude. La décision doit être véhiculée non seulement par une volonté de réaliser une rentabilité optimale, mais également par une gestion efficiente des moyens matériels, techniques et humains qui la permettent.

Toute décision doit répondre au moins à ce minimum requis de critères. Qui doit alors prendre cette décision ?

Abstraction faite des spécificités managériales des PME, le pouvoir de décision dans l'entreprise doit être structuré suivant des centres de responsabilités adaptés à chaque entreprise. Autrement dit, l'efficacité et l'efficience des décisions prises dans l'entreprise passent par une délégation du pouvoir, délégation qui doit être rationnelle, c'est à dire en fonction des compétences des collaborateurs du chef de l'entreprise : les décisions commerciales doivent être attribuées ou du moins discutées avec des « commerciaux », les décisions financières avec des « financiers » et ainsi de suite.

Où en est le risque fiscal dans ce contexte de système d'organisation et d'information ?

Pour répondre à cette question, il faut préciser que la fonction fiscale se trouve au carrefour des fonctions importantes de l'entreprise : juridique, financière, comptable, commerciale.....etc. En effet, la majorité des actions réalisées par l'entreprise modifient le montant de son bénéfice fiscal, et conjointement celui de l'impôt sur les résultats.

De plus le degré d'exigibilité de l'impôt est important, ce qui peut compromettre l'existence de firmes dont le niveau de liquidité est trop faible (GUY SARFATI) .

Il est donc nécessaire que l'entreprise adopte une attitude active face à l'impôt, en sachant lorsqu'elle agit, ce qu'il en résultera sur le plan fiscal. L'entreprise doit considérer la fiscalité comme l'une des nombreuses contraintes qui régissent son comportement et optimiser ses actions suivant ce paramètre supplémentaire. Cette optimisation peut consister dans la diminution du montant de l'impôt, ou dans la recherche du meilleur étalement dans le temps des versements au percepteur.

Cette nécessité grandissante pour la firme d'appréhender son avenir, de savoir où la mènent ses actions, la conduit à appréhender le plus prudemment possible le risque fiscal. Or si la fonction fiscale est dépourvue d'un dispositif de contrôle des opérations à incidence fiscale, le risque serait très grand. Ce dispositif doit:

- identifier les personnes qui sont chargées des aspects fiscaux au sein d'un service fiscal. Il serait même préférable que ce dernier soit indépendant du service comptable.
- Définir les tâches fiscales générées par l'activité.
- Définir les procédures de contrôle des opérations.
- S'assurer de la compétence du personnel chargé de ce contrôle et veiller à l'amélioration de sa formation.

Le manquement à l'une de ces conditions constitue un risque probable et l'absence du dispositif en entier constitue un risque certain.

Dans la pratique, la structure méthodologique de cet esprit dans toute opération se résume de la manière suivante :

- si l'opération a une incidence fiscale réelle immédiate, il faut procéder automatiquement au contrôle de sa régularité vis à vis de la loi et optimiser le cas échéant le choix de l'option lorsque la loi en prévoit la possibilité.
- Si cette opération n'aura d'incidence fiscale qu'ultérieurement, il faut alors identifier le risque fiscal potentiel dont elle est porteuse, et gérer son suivi de manière à l'optimiser le jour de sa réalisation.

II-3-2 Les risques liés à la réglementation comptable et fiscale :

L'importance de la législation, l'accroissement des obligations juridiques mises à la charge de l'entreprise, imposent à celle-ci de mobiliser l'ensemble de ses ressources y compris dans le domaine juridique et fiscal, pour atteindre une situation de sécurité fiscale. Pour cela, l'entreprise doit, non seulement avoir une bonne connaissance de son environnement juridique et fiscal, mais aussi et surtout une bonne connaissance de sa propre situation fiscale.

Or comme le souligne M.CHADEFAUX (1987, la situation fiscale d'une entreprise est influencée par deux types de décisions. Tout d'abord, et c'est certainement l'aspect le plus répandu, la situation fiscale de l'entreprise est influencée par des décisions dont l'initiative échappe à celle-ci ; ces décisions ne sont en réalité que la résultante d'obligations légales auxquelles l'entreprise doit se conformer sous peine de s'exposer à des sanctions.

A l'opposé, la situation fiscale de l'entreprise est influencée par des décisions dont l'initiative lui appartient pleinement ; par ces décisions, l'entreprise peut influencer sur sa propre situation fiscale et moduler ainsi avec plus ou moins de succès l'importance de sa dette fiscale.

Ainsi, et si on ne s'intéresse qu'à la première catégorie de décisions (décisions échappant à l'entreprise et ayant trait à la réglementation en vigueur), on peut dire que le fait pour l'entreprise de ne pas se conformer à la réglementation fiscale, dans le traitement de ses opérations ou dans la détermination de son résultat, l'expose à des sanctions en cas de contrôle. Il y'a un risque fiscal qui est d'autant plus important que la législation est à la fois complexe et mouvante.

En fait, ce risque fiscal est intimement lié au triple pouvoir dont dispose l'administration fiscale. En effet, face à un système fiscal largement déclaratif, l'administration fiscale dispose d'un pouvoir de contrôle, de redressement et de sanction. C'est pourquoi l'entreprise doit être en permanence, à la recherche d'une régularité fiscale.

Dans ce qui suit, nous allons essayer de mieux appréhender la nature du risque fiscal en décortiquant ces notions de contrôle, de redressement et de sanction.

Conclusion :

En définitive, il importe de rappeler que l'objectif de ce travail était de mettre en lumière les sentiers susceptibles de permettre à l'entreprise marocaine de délimiter et bien cerner le risque fiscal en vue bien préparer les outils permettant de bien le gérer. En effet, la gestion du risque fiscal passe d'abord par l'identification des sources de risque. C'est pourquoi ce travail a été entièrement consacré à une identification des sources de risque fiscal dans la perspective de présenter ultérieurement un papier dédié aux techniques de la gestion du risque fiscal proprement dites.

Précisons aussi que, le « souci fiscal », existait dans les esprits des entrepreneurs de tous les temps, depuis que l'Etat s'est donné le droit de prélever une partie de la richesse privée pour financer les dépenses publiques. Ainsi, la pratique d'une certaine gestion du risque fiscal « est-elle bien plus ancienne que l'expression employée pour la désigner » (D. GOUADIN). Toutefois, il est évident qu'elle a été souvent confondue avec l'évasion voire même la fraude fiscale surtout dans un pays comme le Maroc où de telles pratiques n'étaient pas, jusqu'à une date récente, sérieusement réprimandées et sanctionnées par les autorités compétentes.

Mais depuis quelques années déjà, un début de changement de mentalités commence à se faire sentir à travers une prise de conscience progressive de la nécessité et de l'utilité de la gestion de la variable fiscale au sein de l'entreprise.

Cette nécessité de gérer convenablement le paramètre fiscal s'explique essentiellement par l'omniprésence de la fiscalité dans la vie des entreprises. En effet, chaque opération de l'entreprise croise l'impôt depuis sa constitution jusqu'à son éventuelle disparition. De cette omniprésence de la fiscalité dans la vie des entreprises naît un risque fiscal, le risque de ne pas se conformer à la loi ou de violer une règle fiscale. C'est pourquoi l'entreprise qui veut accéder à la performance fiscale en optimisant ses choix fiscaux doit, tout d'abord, rechercher la sécurité fiscale en réduisant à son strict minimum le niveau du risque fiscal.

Bibliographie :

Livres :

- BERNARD ADRIEN 1994 « La gestion des risque dans l'entreprise : management de l'incertitude » EYROLLES, p : 16
- Boisselier Jackie 1979 : « Prévention et gestion des risques industriels dans l'entreprise » Editions d'organisation ; p : 20
- CHADEFAUX M 1987 « L'audit fiscal » LITEC p.31
- Jacob Nicolas: « la gestion des risques accidentels de l'entreprise » Entreprise moderne d'édition 1983, p : 11

Revues :

- GOUADIN D 1991 : L'impôt, lieu de gestion, mythe ou réalité ? in les petites affiches N° 82-7 du 10 juillet 1991.
- Hanoch Y., Johnson J. G., Wilke A. 2006, "Domain Specificity in Experimental Measures and Participant Recruitment", *Psychological Science*, vol. 17, n° 4, p. 300-304.
- Slovic P., Finucane M. L., Peters E., MacGregor D. G., ,2004 "Risk as Analysis and Risk as Feelings : Some Thoughts about Affect, Reason, Risk, and Rationality", *Risk Analysis*, vol. 24, n° 2, p. 311-322.
- Weber E. U., Blais A.-R., Betz N. E., "A Domain-specific Risk-attitude Scale : Measuring 2002

Theses:

- SARFATI GUY « Essai de modélisation dans le cadre de la gestion fiscale et la gestion financière de l'entreprise : application au choix des moyens de financement d'une opération immobilière » Thèse de Doctorat d'Etat Paris Dauphine Mai 1973